

Tendances conjoncturelles

2^e trimestre 2018

LA CONJONCTURE : DES SIGNES DE RALENTISSEMENT

Une certaine prudence des entrepreneurs

La conjoncture montre des signes de ralentissement après avoir connu une amélioration au trimestre précédent. En effet, l'indicateur du climat des affaires (ICA) fléchit de 4,7 points pour s'inscrire à 97,9 points.

La composante future contribue à 92 % à l'évolution de l'ICA, traduisant un certain attentisme sur les perspectives économiques.

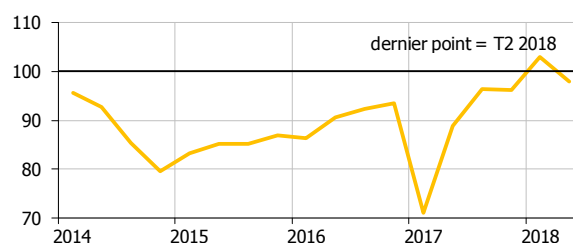
Toutefois, il reste sur un point haut par rapport à ces dernières années. Les composantes passées et futures de l'ICA diminuent respectivement de 0,4 et 4,3 points.

Plusieurs indicateurs traduisent le ralentissement de la conjoncture : le nombre de demandeurs d'emploi est en hausse (+1,5 %, CVS), les encours des crédits d'investissement, structurellement croissants, diminuent légèrement ce trimestre (-0,6 %), tout comme les ordres de services et de démarrages de travaux. Toutefois, la consommation des ménages, principal moteur de l'économie guyanaise, reste stable à un niveau élevé.

Les chefs d'entreprise constatent une détérioration de leurs principaux soldes de gestion (trésorerie, charges d'exploitation), ainsi qu'un certain tassement de l'activité. S'agissant des délais de règlements clients, les difficultés pour recouvrer leurs créances sont toujours présentes.

Après avoir été légèrement au-dessus de la moyenne de longue période au trimestre dernier, les intentions des chefs d'entreprise diminuent, avec notamment une crainte sur l'activité et l'investissement.

Indicateur du climat des affaires en Guyane
(100 = moyenne longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

T
E
N
D
A
N
C
E
S

BRÉSIL : UNE SORTIE DE RÉCESSION QUI DEVRAIT SE CONFIRMER

D'après le Fonds monétaire international (FMI), la croissance de l'économie brésilienne devrait passer de 2,3 % en 2018 à 2,5 % en 2019. Cette croissance sera tirée par la hausse de la demande intérieure et l'investissement. Le FMI estime également que toutes les régions de l'Amérique latine devraient profiter de cette croissance, passant de 2 % cette année (2018) à 2,8 % en 2019.

ARGENTINE : AIDE DU FMI

Afin d'éviter une éventuelle crise financière, le FMI a accordé un prêt de 57 milliards de dollars à l'Argentine. Depuis le début de l'année, le peso (devise argentine) s'est dévalué, suite au raffermissement du dollar et la remontée des taux des bons du Trésor américain. Or, la dette de l'Argentine étant en dollar, la dévaluation du peso entraîne une augmentation du coût de la dette.

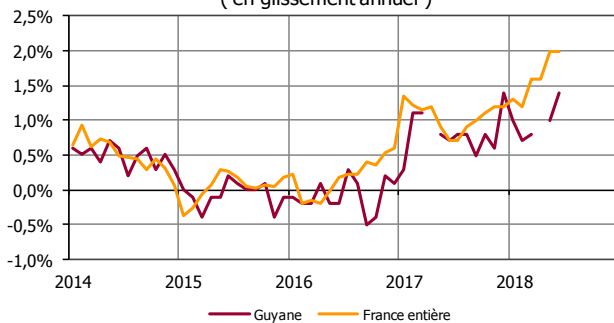
Sources :

<https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/Le-FMI-plus-optimiste-pour-le-Bresil-en-2018-2019--26368942/>

<https://www.imf.org/fr/News/Articles/2018/06/20/pr18245-argentina-imf-executive-board-approves-us50billion-stand-by-arrangement>

Une hausse des prix portée par l'énergie et les services

Évolution de l'indice des prix à la consommation
(en glissement annuel)



Source : Insee, données mensuelles (indice incluant le tabac)

Au deuxième trimestre 2018, **l'indice des prix à la consommation augmente** par rapport au trimestre précédent (+0,9 %). Cette hausse s'explique principalement par les prix des services (+0,9 %) et de l'énergie (+4,6 %).

En glissement annuel, l'indice des prix à la consommation affiche une hausse de 1,4 %.

La baisse des prix des produits manufacturés (-0,8 %) est compensée par la hausse des prix de l'énergie (+9,4 %) et des services (+1,3 %). L'énergie et les services contribuent respectivement de 74 % et 58 % à la hausse des prix (source : Insee).

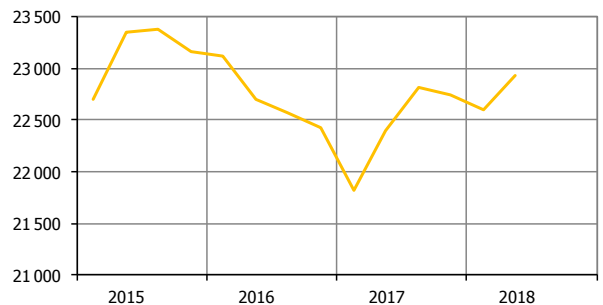
Des demandeurs d'emploi en progression

Après avoir diminué au premier trimestre (-0,6 %, CVS), le nombre de **demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A)** progresse au second trimestre et s'établit à 22 930 (+1,5 %, CVS).

Le **nombre de DEFM A de moins de 25 ans** augmente sur le trimestre (+1,2 %, CVS). Le nombre de demandeurs d'emploi âgés de 25 à 49 ans et de 50 ans et plus progresse également ce trimestre, de respectivement +1,1 % et +2,5 %, CVS.

La part des demandeurs d'emploi inscrits depuis 1 an ou plus s'établit à 36,5 % (+0,4 point ce trimestre, CVS). Les demandeurs d'emploi de catégorie A augmentent également à La Réunion (+1,8 %), alors qu'ils baissent en Guadeloupe et en Martinique, de respectivement -0,8 % et -0,3 %.

Demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM A)
(données en moyenne sur le trimestre CVS)

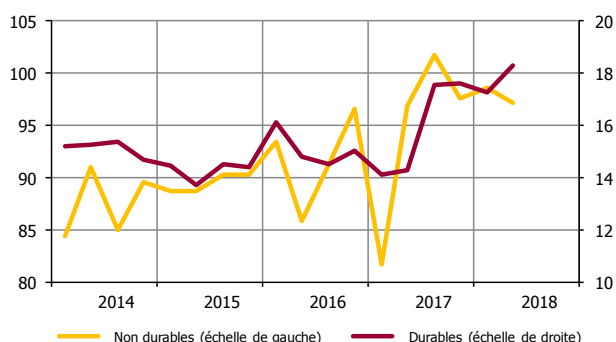


Sources : Pôle emploi / Direccte

La Guyane compte 916 nouvelles entreprises au premier semestre 2018, contre 620 au premier semestre 2017. Dans le même temps, les défaillances d'entreprise, les redressements judiciaires et les liquidations sont restés relativement stables et l'emploi salarié dans le secteur privé a progressé de 1 % (CVS). Dans de ce contexte, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi est probablement tirée principalement par la progression démographique.

La consommation des ménages se stabilise à un niveau soutenu

Importations de biens de consommation
(En millions d'euros)



Source : Douane, CVS Iedom

La consommation des ménages se maintient au deuxième trimestre 2018.

Ainsi, **les importations de biens durables (hors vente de véhicules) et non durables ont respectivement augmenté de 5,7 % (CVS) et diminué de 1,0 % (CVS)**. Elles sont parfaitement stables sur le trimestre, à 115,4 millions d'euros (CVS)

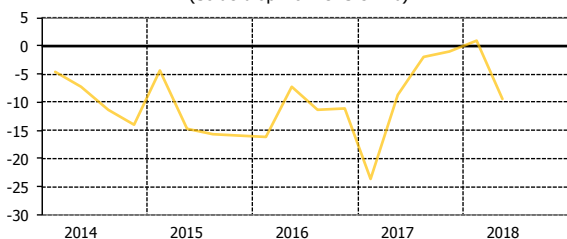
Des ménages toujours fragiles

Au 2^e trimestre 2018, 49 dossiers de surendettement ont été déposés (-14 % par rapport au 1^{er} trimestre). Toutefois, entre janvier et juin 2018, 106 dossiers ont été déposés contre 84 il y a un an, soit une hausse de 26,2 %. L'amélioration de la communication du service de surendettement, notamment dans l'Ouest guyanais, peut expliquer cette hausse.

Depuis 2016, les interdits bancaires sont sur une tendance baissière (-14,7 % depuis le 1^{er} trimestre 2016, et -3 % au 2^e trimestre 2018). Le nombre de retraits de cartes bancaires diminue également de 27,1 % en glissement trimestriel. Au premier semestre 2018, 74 M€ de RSA ont été versés, contre 71 M€ au premier semestre 2017.

Des prévisions d'investissement en net repli

Prévisions d'investissement
(Solde d'opinion CVS en %)



Source : enquête de conjoncture de l'IEDOM

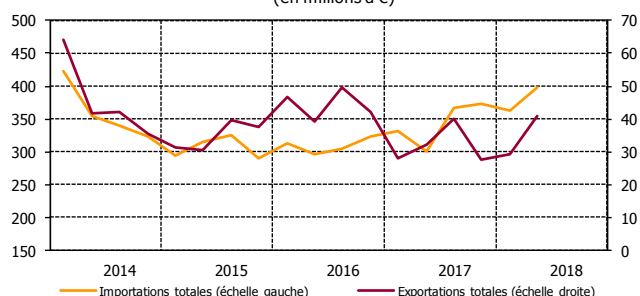
Au second trimestre, les encours bancaires des crédits d'investissement diminuent légèrement (-0,6 %) à 668 millions d'euros.

Selon l'enquête de conjoncture, **seule une minorité de chefs d'entreprise prévoit d'investir dans les prochains mois.** Le repli observé ce trimestre concerne tous les secteurs, excepté les activités commerciales qui se stabilisent au-dessus de la moyenne de longue période.

Le secteur primaire, structurellement disposé à investir, voit son solde d'opinion relatif aux prévisions d'investissement diminuer de 17,7 points ce trimestre, passant ainsi de 6,2 à -11,5 points.

Hausse des importations et des exportations

Importations et exportations totales (CVS)
(en millions d'€)



Source : Douanes

Les importations augmentent de 9,8 % (CVS) au second trimestre. Elles atteignent 397,4 millions d'euros, portées par les importations d'instruments pour l'industrie des télécommunications (+186 % à 54 M€, donnée brute) et d'explosifs pour le secteur spatial (+85 % à 46 M€, donnée brute).

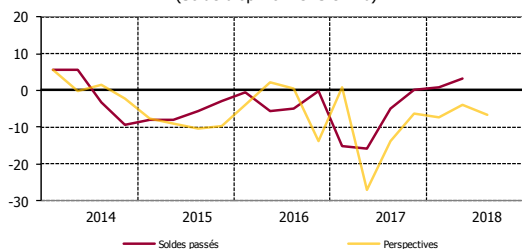
Le trafic portuaire affiche une hausse de 26,6 % sur la période de janvier à juillet 2018. Cette croissance est portée, selon les professionnels, par le chantier d'Ariane 6 et la grande distribution. 48,5 % des produits importés proviennent de France hors DOM, 21,62 % de l'Union européenne (hors France), et 8,3 % de la Martinique et de la Guadeloupe.

Les exportations augmentent de 39,9 % (CVS) et s'élèvent à 40,7 millions d'euros. La hausse des exportations ne compense pas celle des importations, ainsi, le déficit commercial se creuse de nouveau ce trimestre de 23,9 M€, atteignant 356,7 M€ (CVS).

TASSEMENT DE L'ACTIVITÉ DES SECTEURS

Au deuxième trimestre, seuls les chefs d'entreprise des services marchands et du commerce jugent favorablement leur activité.

Activité du secteur des services marchands
(Solde d'opinion CVS en %)



Source : enquête de conjoncture de l'IEDOM

L'activité du secteur des services marchands se redresse au-dessus de la moyenne de longue période. En effet, malgré une hausse des charges d'exploitation, les dirigeants d'entreprise constatent une amélioration de tous leurs autres soldes de gestion.

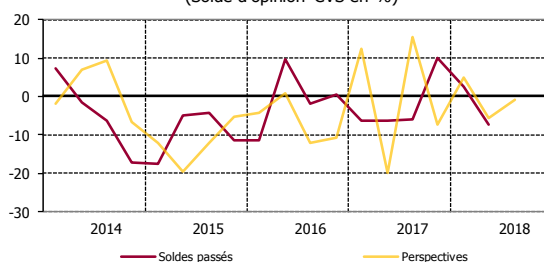
S'agissant de l'activité spatiale, 3 tirs ont été effectués depuis janvier (dont 1 au 2^e trimestre) permettant la mise en orbite de 8 satellites, contre 12 satellites au premier semestre 2017.

L'activité du secteur touristique ralentit après avoir connu une amélioration pendant deux trimestres consécutifs. Les chefs d'entreprise sont pessimistes quant à l'évolution du volume d'activité sur le prochain trimestre. Ce secteur voit ses encours de crédits mobilisés diminuer légèrement (-1,7 %) à 25,5 millions d'euros (donnée du SCR).

Le trafic aérien (-7,8 % de vols), le nombre de passagers transportés (-2,6 %, CVS), et le nombre de nuitées hôtelières (-17,4 %, CVS) s'inscrivent tous en retrait sur le trimestre.

L'activité du secteur du BTP se tasse sur ce trimestre. Le nombre de logements commencés recule de nouveau (-24,4 % après avoir chuté de 12,5 % au 1^{er} trimestre), et les principaux soldes de gestion se stabilisent hormis les charges d'exploitation qui restent dégradées. Le secteur de la construction voit ses encours de crédit mobilisés reculer légèrement (-1,4 %) ce trimestre à 103,3 millions d'euros (donnée du SCR).

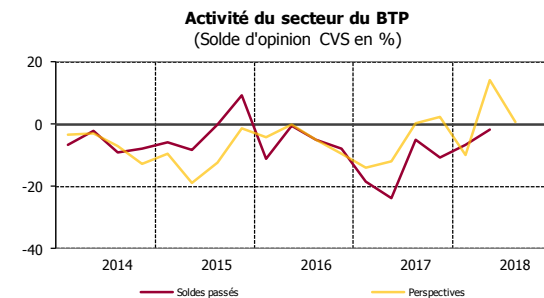
Activité du secteur du tourisme
(Solde d'opinion CVS en %)



Source : enquête de conjoncture de l'IEDOM

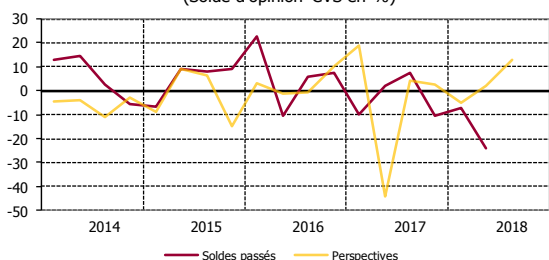
Les ventes de ciment diminuent de 4,1 % (CVS) et les importations d'éléments en métal, notamment nécessaires pour la construction du chantier Ariane 6, sont en retrait (-19,5 %, CVS). Les perspectives d'investissement pour le prochain trimestre sont également mal orientées.

Dans son estimation des perspectives du deuxième trimestre 2018, l'Observatoire économique et social du marché de la construction (CERC) en Guyane prévoit 135,7 millions d'euros d'ordres de services et de démarrages de travaux publics (-28,6 % soit -54,4 M€ par rapport au 1^{er} trimestre). Ces prévisions se répartissent à hauteur de 21,8 millions pour le secteur du bâtiment non résidentiel, 44,5 millions pour les logements et 69,4 millions pour les travaux publics.



Source : enquête de conjoncture de l'IEDOM

Activité du secteur primaire
(Solde d'opinion CVS en %)



Source : enquête de conjoncture de l'IEDOM

Les professionnels du secteur primaire et des industries agroalimentaires estiment que leur activité est restée dégradée. Leurs soldes de gestion se sont détériorés, hormis leurs charges qui sont stables ce trimestre. Concernant les secteurs primaires et industriels, les encours de crédits mobilisés s'élèvent respectivement à 9,5 millions d'euros (+8,9 %, donnée du SCR) et 77 millions d'euros (+0,2 %, donnée du SCR).

UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE SOUTENUE BIEN QU'INÉGALE

Selon les « Perspectives de l'économie mondiale » du mois de juillet, la croissance de l'économie mondiale devrait s'établir à 3,9 % en 2018 et 2019, le FMI ayant revu à la baisse au deuxième trimestre les projections de croissance pour la zone euro, le Japon et le Royaume-Uni, en raison notamment des tensions commerciales croissantes. Toutefois, ces prévisions masquent des situations très hétérogènes selon les économies.

Aux États-Unis, le PIB a augmenté de 1,0 % à fin juin, après +0,5 % au premier trimestre 2018. Cette progression reflète l'accroissement combiné des dépenses de consommation des ménages et de l'investissement des entreprises. Le FMI table sur une croissance annuelle de +2,9 % puis +2,7 % en 2019.

Selon Eurostat, au deuxième trimestre, le PIB de la zone euro a crû au même rythme qu'en début d'année (+0,4 %). Alors que le taux de chômage s'est établi à 8,2 %, soit son plus bas niveau depuis fin 2008, la reprise de l'inflation et le fléchissement du commerce extérieur ont pesé sur l'activité. La Commission européenne a légèrement révisé ses prévisions en abaissant la croissance prévue en 2018 à +2,3 %.

En France, selon les estimations publiées par l'Insee, la croissance progresse faiblement, à un rythme identique à celui du premier trimestre 2018 (+0,2 %). L'économie a été fortement impactée par les mouvements de grève de transports. Les dépenses de consommation des ménages sont en léger recul (-0,1 % après +0,2 % au premier trimestre) tandis que l'investissement connaît un regain de +0,8 % après +0,2 % au premier trimestre. Face à des résultats plus faibles qu'attendu, le FMI réduit sa prévision de croissance pour la France de 2,1 % à 1,8 % en 2018.

La croissance de l'économie japonaise devrait s'établir à 1,0 % en 2018, après une contraction au premier trimestre en raison de la faiblesse de la consommation et de l'investissement privés. L'activité devrait s'affermir sur le reste de l'année et en 2019, portée par une augmentation de la consommation privée, de la demande extérieure et de l'investissement.

Les perspectives de croissance des pays avancés pour l'année 2018 sont similaires à celle de 2017 (+2,4 %), et s'établissent à +2,2 % pour 2019, tandis que celles des pays émergents et en développement s'établissent à 4,9 % (2018) et 5,1 % (2019). Les projections de l'Argentine, du Brésil et de l'Inde ont été révisées à la baisse pour 2018, alors que celles des pays exportateurs d'hydrocarbures se sont améliorées.

Sources : FMI, Insee, Eurostat, BEA, OCDE – données arrêtées à la date du 16 juillet 2018

Les annexes statistiques sont maintenant téléchargeables sur le site www.iedom.fr

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : Y. CARON — Responsable de la rédaction : D. FARDEL
Achevé d'imprimer : octobre 2018 — Dépôt légal octobre 2018 — ISSN 1952-9619